

Honni soit qui Mali pense ?

Posté le : 13 janvier 2013 13:27 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Une grande manifestation se prépare contre la destruction de l'institution du mariage traditionnel et la France entre en guerre au Mali.

L'attention du public va être sollicitée sur autre chose que nos malheurs économiques et fiscaux.

La diversion est utile pour le Président Hollande. La première était préparée depuis longtemps. La seconde est un peu improvisée mais attendait dans les couloirs. Les hommes de la com', récemment renforcés, doivent être contents.

Mieux vaut un chef de guerre qu'un chef de guère.

Alors que l'argent public va couler avec le sang des militaires français, rappelons tout de même que nous sommes le seul pays au monde où l'Etat prélève plus que la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand, tout en maintenant les systèmes sociaux et publics en déficit permanent, avec un endettement public qui représente environ deux années de valeur ajoutée des dites entreprises et un endettement privé qui n'est pas loin d'en valoir trois ans.

Autrement dit, si nous avons à rembourser toutes nos dettes en un an et payer nos dépenses publiques de l'année, il faudrait y consacrer SIX ANNEES PLEINES de l'activité de nos entreprises. En un mot, il faudrait six France et, à ce prix là, on ne mangerait pas !

Première conclusion : ce ne sont pas les recettes qui manquent mais la dépense qui est excessive. On ne peut pas développer des coûts publics qui égalent la production des entreprises privées.

Deuxième conclusion : si on veut que la population consomme la moitié de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand non financier et cesser d'emprunter, tout en ne remboursant rien de nos dettes, il faut diminuer de 50% la dépense publique annuelle.

Troisième conclusion : si on ajoute au cas précédent la volonté de réduire la dette de moitié en dix ans, c'est-à-dire amortir la contre-valeur de trois productions marchandes privées annuelles, il faut baisser de 80% la dépense publique.

Quatrième conclusion : il est strictement impossible de simplement stabiliser la dette publique sans toucher lourdement la consommation et l'épargne.

L'hyper fiscalité mise en place par Sarkozy puis fortement aggravée par Hollande, a volé les familles aisées de leur épargne. Elle a permis une baisse minimale de la dette publique qui n'est qu'un simple effet d'affichage pour continuer à emprunter et montrer qu'on est prêt à revenir dans les normes européennes. On va continuer dans cette voie. Mais l'ennui du vol c'est que la matière à voler disparaît vite.

Elle a entraîné des chutes d'activité massives dans de nombreux secteurs. La baisse des transactions immobilières en deux ans dépassera 33%, en dépit des décisions de précaution vis-à-vis de la monnaie. Les boutiques sont à l'arrêt dans l'habillement et l'équipement de la maison. Des secteurs entiers de l'économie sont à l'arrêt.

Quatrième conclusion : il va bien falloir s'attaquer significativement à la dépense publique. François Hollande et ses conseillers pensent qu'il suffira de réduire les prestations sans toucher aux effectifs statutaires. Affirmons ici que c'est une illusion.

Au terme des quarante années qui ont suivi la disparition des disciplines de Bretton Woods et qui ont mis la France dans l'obligation de se battre avec le monde entier, l'option du tout Etat, de la dépense publique à tout va, du "vive l'impôt" et de l'endettement illimité l'a conduite dans l'impasse, avec très peu de marges de manœuvre pour en sortir.

S'agit-il d'une intoxication idéologique, la France restant un des derniers bastions d'un marxisme intellectuel ? S'agit-il d'une déviation sociologique, avec la prise du pouvoir par la classe sociale des fonctionnaires ? S'agit-il d'une défaillance géo-politique, la France n'ayant plus les moyens de perdurer dans ses habitudes de grande puissance du fait de sa petite taille et du versement d'une rançon pétrolière excessive ? S'agit-il d'un échec industriel, du fait d'un défaut de structure ne lui permettant plus de faire face efficacement ? S'agit-il d'un échec politique, le peuple français faisant confiance à des incapables et des démagogues qui l'ont finalement tué à petit feu, un peu à la manière du péronisme qui a liquidé la prospérité de l'Argentine ?

L'actualité donne quelques clés d'interprétation.

Prenons la grève des taxis qui a encombré Paris le 11.01.2013.

Le thème de la protestation est la volonté de la Sécurité Sociale Française de passer un appel d'offres pour le transport des malades non couchés entre leur domicile et le centre hospitalier . On apprend alors que près de 40% du chiffre d'affaire des taxis de province provient de ce trafic ! Dans certaines villes comme à Nantes on met en avant des chiffres encore plus importants. Il est intéressant de se rappeler que la décision de financer par la collectivité ces accès à l'hôpital ou à la clinique n'est pas venue des politiques. Les instances qui gèrent les décisions sont pratiquement totalement indépendantes même si on a fait voter par l'Assemblée nationale une enveloppe budgétaire globale dont à peu près tout le monde se moque. La décision de rendre "gratuite" les allers et retours vers l'hôpital a été prise loin des politiques et de l'opinion publique. Intéressant détail, elle l'a été en pleine crise de 2001-2002 ! Le petit monde de "l'économie sociale", comme il aime à se définir, se moque de la conjoncture générale et vit sa vie dans sa sphère, comme hors sol.

Dans ce milieu fermé, jamais étudié ni présenté dans la presse, et largement gangrené par les Francs Maçons, on raisonne selon des logiques étranges qui vont du misérabilisme inspiré à la technocratie la plus débridée, avec une pléthore de cadres intermédiaires issus du n'importe quoi universitaire de deuxième zone. On y trouve quelques saints, qui, aux grands carrefours de la bêtise, permettent tout de même au système de fonctionner, au milieu d'un monde grouillant d'incapables et d'abusifs de toute nature.

En haut de l'échelle, des technocrates ont décidé que la réforme de l'hôpital public se ferait sur la base de la concentration dans d'énormes usines à soins, comme en Union Soviétique on avait considéré qu'il fallait construire d'énormes combinats industriels et des grands Sovkhozes agricoles. Ils ont décrété sans aucune raison valable qu'un spécialiste n'était compétent que s'il faisait un minimum d'actes par an : concentration et spécialisation seraient les mamelles du progrès technique, indépendamment de la psychologie et de la mentalité des acteurs. Du coup on a vu dans toutes les villes moyennes et grandes se construire d'énormes hôpitaux qui sont souvent, avec les immeubles de la Sécurité sociale, les seuls énormes bâtiments de la ville. Et symétriquement on a fermé toutes les petites unités dispersées sur le territoire, en dépit des protestations, pas toujours légitimes d'ailleurs, des maires locaux.

Dans ces énormes concentrations, le pouvoir est passé des médecins, les experts, à la technostructure, les gestionnaires. On a de moins en moins entendu parler de médecine et de plus en

plus de "management". Naturellement ces énormes combinats fonctionnent mal, prisonniers qu'ils sont de pesanteurs qu'aucune autorité n'a le moyen de vaincre : rejet du corps médical ; conflits entre spécialités ; pressions syndicales ; statuts divers ; méthodes de gestion centralisées ; organes d'administration composites et divisés ; influences politiques etc.

Puis on s'est avisé que si on éloignait trop les médecins des malades on créait une difficulté d'accès au soin. Et hop on a décidé de rembourser les trajets domicile-hôpital et retour. A la différence du Sapeur Camembert qui créait des trous pour en boucher d'autres, on complète le champ de trous par de nouveaux trous.

On a vu alors des artisans taxis de province avec une voiture, devenir des chefs de flottes de taxis médicalisés et finir même par ajouter des ambulances. Les consommateurs ont vite "entravé la coupure" comme on dit dans le milieu. Les complicités locales jouant à plein, dès qu'on avait des courses à faire à la grande ville, on allait voir le médecin qui prescrivait des examens et des traitements en ville. On prenait le taxi médicalisé aller et retour. Les maires pour conserver leur école créaient parallèlement des villages de femmes "seules" subventionnées, avec enfants à charge. Tout ce petit monde vivait sur les subventions et les allocations de l'économie sociale. Les CAF, dans le cadre de leurs aides sociales, n'hésitaient pas de leur côté à subventionner l'achat d'équipement de la maison (machine à laver etc.). Du RMI, du travail au noir, peut être même un peu de RSA, mais pas trop, et voilà un village qui renaît. Plus tard les enfants trouveraient du travail dans les administrations locales, avec des postes enviés de cadres sans mérite dans les communautés de communes pour les plus malins. Une belle pharmacie au centre du village et un supermarché discount pas trop loin et tout irait pour le mieux.

C'est ainsi créé partout en France et dans les Dom Tom une société entièrement réglée par les subventions.

Le clientélisme proprement politique s'est greffé sur cette "économie sociale" prédatrice sans aucune difficulté, ce qui explique que le PS ne craigne pas trop les futures élections locales en dépit des effets de la crise.

Une anecdote qui dit bien l'esprit général du nouveau système : aux urgences des Enfants Malades à Paris vers 1 heure du matin un grand noir très agité, après avoir attendu plusieurs heures, fait du scandale et exige de voir le directeur. Il prétend avoir un cafard dans l'oreille et exige qu'on le lui enlève tout de suite "avant qu'il ait totalement mangé mon cerveau". Le personnel lui explique qu'il s'agit d'un hôpital pour enfants et qu'on ne traite pas les adultes, il faut aller à Laennec (qui existait encore) à 200 mètres à pied de là. Rien à faire : le dément qui avait du fumer un bon bout de moquette n'en démords pas : il veut qu'on lui arrache la bestiole tout de suite. On cède et on regarde pour constater qu'il n'y a pas de cafard. Que faire ? Simple : on mobilise un taxi médicalisé pour emmener l'importun à ...Charenton "où il y a tout le matériel spécialisé"!

Il va de soi qu'au bout de 10 ans de ce merveilleux système plus personne ne peut payer cette miraculeuse "gratuité". La technocratie réagit comme toute technocratie : plutôt que de remettre en cause un système de fou et intolérable, on va le "rationaliser". Fini les taxis privés. On aimerait bien créer un "grand service public des allers et retours à l'hôpital", mais Bruxelles ne serait peut être pas d'accord. Va pour un appel d'offre en vue de créer une concession qui "coutera nécessairement moins cher". Exit les taxis privés. Et voici tous les Parisiens bloqués dans leur voiture jusqu'à ce que des "apaisements" soient donnés aux chauffeurs de taxis.

Vive la gabegie !

Nous avons eu avec les merveilleux efforts de Mme Bachelot-Narquin vis-à-vis du vaccin contre le H1N1 un autre exemple de gestion soviétique de l'économie sociale. Surtout ne pas permettre aux médecins de ville d'inoculer le vaccin : une administration spéciale dans des gymnases avec une

gestion centralisée des convocations ; une pagaille monstre ; un gâchis phénoménal. Des milliards d'Euros dépensés en pure perte.

Cet exemple caricatural n'était pourtant rien par rapport à la gestion des transports médicalisés qui coûtent des milliards d'euros chaque année et qui dans la grande majorité des cas n'ont aucune cause médicale réelle.

La vérité est toute simple : c'est déjà formidable que la collectivité finance la couverture de la maladie. Il appartient tout de même au citoyen capable de marcher de se rendre par ses propres moyens aux lieux de soins et d'en revenir, sauf naturellement pour des cas difficiles où il y a répétition de traitements dans des lieux lointains qui excéderaient les moyens du patient. Ces cas existent. Ils ne sont pas légion.

Mais voilà : s'il faut maintenant faire 40 ou 60 km pour aller à l'hôpital, c'est une tout-autre affaire.

Les décisions technocratiques ont engendré des décisions sociales qui à leur tour génèrent des décisions technocratiques. Une vis sans fin.

La gabegie est systémique et touche aussi bien les structures, la technostructure, les intermédiaires et les consommateurs.

De même que l'Union Soviétique s'était enfermée dans un système agricole qui ne permettait pas de faire manger la population, la France s'est enfermée dans une "économie sociale" débridée qui ne peut pas fonctionner correctement et qui épuise la Nation.

La minuscule "affaire des taxis" est finalement un formidable révélateur et illustre comment la France s'est fourvoyée dans un système sans issue.

Un second exemple peut être ?

Le même jour la presse indiquait que les deux marques phares de l'automobile allemande avaient connu de formidables expansions de chiffres d'affaires en 2012 pendant que notre industrie nationale, et notamment Peugeot, s'effondrait. Explication : la France avait fait le choix construire des voitures de basse et moyenne gammes, facilement concurrencées par les pays émergents, alors que les Allemands avaient poussé la technologie et leurs bureaux d'études étaient bien trop en avance sur les efforts Coréens et Japonais, voire Chinois, pour être facilement attaqués. Exit la France de l'automobile ! RIP !

La bonne question : pourquoi diable avons-nous refusé de pousser la technologie et de construire des voitures de haut de gamme qui étaient pourtant notre spécialité avant guerre ? La question est d'autant plus intéressante que nous sommes très bien placés dans toutes les autres industries du luxe. Elle induit aussitôt une autre question : qu'est-ce qui nous empêche de créer une industrie de la voiture de haut de gamme ?

La réponse est simple pour le technicien : nous n'avons pas de moteur ! Toute la technologie des moteurs pour voiture haut de gamme nous échappe. Bernard Darniche, une ancienne célébrité du milieu de la course automobile, le rappelait très justement lors d'une émission de radio du jour.

Pour l'économiste, la réponse est tout aussi simple : une fiscalité infernale depuis des lustres. La voiture est au sens large une vache à lait fiscale. Les grosses cylindrées ont été ciblées.

Pour le sociologue : un esprit "anti-bagnole" et des législations visant à brider son emploi au maximum.

La France s'est donc échiné à produire des voitures de basse ou moyenne gamme avec des frais de construction hors normes du fait de charges sociales écrasantes, des 35 heures, et des diverses

sujétions administratives et fiscales.

Malthusianisme fiscal et gabegie généralisée lorsqu'ils agissent de concert pendant des décennies aboutissent NECESSAIREMENT à des destructions industrielles.

Revenons à notre dette. Bien sûr on ne la remboursera pas. On va la pousser devant nous pendant des lustres en priant que les taux d'intérêts ne flambent pas.

Il restera ce chiffre absurde d'une dépense publique qui égale la production des entreprises du secteur marchand privé non financier. On a bien vu que la minuscule RGPP n'était pas à la hauteur du problème. Ce que les socialistes nous promettent, une RGPP allégée, ne le sera pas plus.

Ce sont des systèmes entiers qu'il faut détruire, un peu comme l'Union soviétique a du détruire son système de gestion agricole absurde et inefficace. Pour reconstruire sur des bases entièrement différentes.

Le drame actuel est que le PS de M. Hollande est incapable de concevoir des réformes qui vont à l'opposé de son idéologie et de sa clientèle. Ce qui explique leur silence : depuis deux ans M. Hollande n'a toujours pas précisé comment il comptait s'y prendre pour tenir les engagements de limitation de déficit qu'il a pris. M. Moscovici, ci-devant Ministre de l'économie et des finances, vient d'expliquer dans un grand journal que les réformes à la hache ne pouvaient pas marcher du fait des oppositions qu'elles stimulaient. Il a été incapable de proposer une voie alternative.

On ne peut pas jouer le jeu communautaire de liberté totale des échanges avec des fers au pied et en continuant de détourner les ressources de ce qu'il reste du secteur privé vers le financement d'engagements publics ou sociaux voués aux déficits constamment aggravés. Puiser dans l'épargne des "riches" n'aura qu'un temps. Les expédients s'avèreront ce qu'ils sont : du temps gagné et de l'argent perdu.

M. Hollande compte sur 5 ans d'expédients et une relance mondiale de la conjoncture.

Cela ne suffira pas. Une restructuration massive des systèmes publics est indispensable.

"Ici et maintenant" comme disait l'Autre. Mais le débat est encore clos pour longtemps.

Hollande a préféré jusqu'ici les opérations de com' et de diversion, masquant le vol de l'épargne des Français et la disparition de leurs entreprises. Le voici parti en guerre au Mali. Mitterrand avait fait le coup avec l'Irak. Alors "pourquoi pas Moi-je ?" dit son plat imitateur, qui, après avoir lu sa cote dans les sondages, a du revoir mille fois le diabolique film "les hommes d'influence".

La France s'effondre faute des réformes nécessaires.

Les médias ne bruissent plus que de bruits militaires.

Honni soit qui mal y pense ou honni soit qui Mali pense ?